



Observatoire régional de santé d'Ile-de-France



## Toxicomanie et usages de drogues à Paris : état des lieux et évolutions en 2006

Sandrine Halfen, Catherine Vincelet, Isabelle Grémy, ORS Ile-de-France

*L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies a mis en place depuis 1999 un dispositif national intitulé TREND, Tendances récentes et nouvelles drogues, visant à repérer les nouvelles tendances de consommation de drogues.*

*Pour la cinquième année consécutive, l'ORS Ile-de-France a assuré la coordination du site parisien TREND en 2006.*

*Deux espaces d'observation ont été privilégiés : « l'espace urbain » et « les espaces festifs ». L'espace urbain concerne, pour l'essentiel, des personnes rencontrées dans des structures accueillant les usagers de drogues (structures de première ligne et programmes d'échange de seringues), dans des centres de soins spécialisés ainsi que dans des lieux « ouverts » tels que la rue et les squats. Les espaces festifs désignent les lieux dans lesquels se déroulent des événements festifs, que ceux-ci soient commerciaux (discothèques, clubs, bars, concerts, etc.) ou non (free parties, teknivals, etc.). Ces lieux sont de différentes cultures musicales, avec néanmoins une dominante pour les musiques électroniques.*

*En 2006, un thème a plus particulièrement été approfondi, faisant l'objet d'un chapitre spécifique dans le rapport d'analyse. Ce thème porte sur les consommations de drogues parmi les personnes migrantes récemment arrivées en France.*

*Cette plaquette présente les principaux résultats du rapport publié simultanément.*

Le dispositif TREND, qui repose sur un réseau de sept sites d'observation en France, a pour objectif de fournir des éléments de connaissance sur les tendances récentes liées aux usages de produits psychotropes et d'identifier d'éventuels phénomènes émergents. La mise à disposition précoce de ces informations vise à permettre d'élaborer des réponses rapides, en termes de décisions publiques, d'activités ou de comportements.

Les outils, essentiellement de type qualitatif, utilisés dans le cadre du dispositif TREND à Paris, comme dans les autres sites, sont les suivants :

- l'observation ethnographique des usages dans l'espace urbain (conduite par Guillaume Pfaus) et les espaces festifs (conduite par Jimmy Kempfer) ;
- la réalisation d'un groupe focal réunissant des professionnels de santé et d'un groupe focal réunissant des fonctionnaires de police ;
- une enquête quantitative (enquête PRELUD) auprès de 141 usagers fréquentant des structures de première ligne (Aides, Beaurepaire, Nova Dona, Ego/Step) ;
- une enquête qualitative auprès d'équipes de structures de réduction des risques, dans l'espace urbain et les espaces festifs (Aides, A.S.U.D., Beaurepaire, Nova Dona, Sida paroles/Lapin Vert).

Nous remercions tous les partenaires du dispositif parisien pour leur précieuse et fidèle collaboration.

### Usagers et modalités d'usages dans l'espace urbain

#### Les usagers des structures de première ligne : désinsertion et polyconsommation

Les usagers interrogés des structures parisiennes de première ligne (PRELUD), très majoritairement masculins, vivent dans des conditions d'extrême précarité (34% disent n'avoir aucune ressource et 45% citent le Revenu minimum d'insertion ou une Allocation adulte handicapé). Leurs conditions de logement expriment aussi une grande désinsertion (un usager sur trois a indiqué être sans domicile fixe). Les niveaux de consommation de produits psychotropes sont très élevés. Au cours du dernier mois, si on se réfère aux cinq produits les plus

fréquemment cités, 99% des usagers ont consommé du tabac, 74% du cannabis, 68% de l'alcool, 38% de la buprénorphine haut dosage (détournée ou non), 32% de la cocaïne (principalement sous forme de crack). Les consommations associant différents produits sont fréquentes. Les professionnels de santé participant au dispositif TREND Paris ont souligné les difficultés de prise en charge pour certains de ces usagers de drogues en situation d'extrême précarité, formulant peu de demandes concernant leurs consommations, présentant parfois une co-morbidité psychiatrique mais étant peu souvent pris en charge par le secteur de la psychiatrie.

### Des pratiques encore fréquentes de partage du matériel d'injection...

Parmi les usagers interrogés des structures de première ligne (enquête PRELUD), 66% ont déclaré avoir déjà utilisé la voie injectable au cours de leur vie et parmi ces usagers, 69% l'ont utilisée au cours du dernier mois. Les déclarations montrent que les pratiques de partage ne sont pas rares parmi les usagers injecteurs : au cours du dernier mois, 44% des usagers injecteurs ont eu au moins une pratique de partage (seringue, produit, eau de rinçage, cuillère, coton et/ou filtre).

### ... et des prévalences élevées d'infections

Ces pratiques de partage conduisent à des prévalences très élevées du VHC et, dans une moindre mesure, du VIH parmi les usagers, notamment ceux qui ont utilisé la voie injectable, et qui l'ont utilisée durablement (tab. 1). Parmi l'ensemble des usagers qui ont déjà fait un test, 10% sont séropositifs au VIH (15% chez les injecteurs) et 34% au VHC (46% chez les injecteurs). Si les plus jeunes sont moins nombreux à être séropositifs au VIH, en revanche, pour le VHC, cette moindre proportion n'est pas retrouvée de façon significative.

**Tab. 1 : Proportion de personnes séropositives au VIH ou au VHC parmi les usagers testés pour ces infections et interrogés dans les structures de première ligne**

	% de VIH+	% de VHC+
Moins de 35 ans	2	29
35 ans et plus	16	37
Injecteur *	15	46
Non-injecteur	0	9
Injecteur moins de 10 ans **	3	37
Injecteur 10-19 ans	9	47
Injecteur 20 ans et plus	36	60
<b>Ensemble</b>	<b>10</b>	<b>34</b>

\*A déjà pratiqué l'injection au cours de la vie

\*\* A pratiqué l'injection pendant moins de 10 ans / 10-19 ans / 20 ans et +

PRELUD Paris : Aides, Beaurepaire, Nova Dona, Ego/Step

### Diversité des produits consommés parmi les usagers des structures ayant fréquenté les espaces festifs techno

Parmi les usagers des structures de première ligne participant à l'enquête PRELUD, 27% ont déclaré avoir été au cours de leur vie « au moins dix fois dans les fêtes techno de type free-party, technivals, raves etc. ». Comparé aux autres usagers des structures, ces usagers ayant fréquenté, ou

fréquentant les espaces festifs techno, présentent comme spécificité, sur le plan des consommations, une plus grande diversité tant des produits consommés que des modes d'administration. Ils sont par exemple 87% à indiquer avoir déjà consommé de l'héroïne contre 63% des autres usagers, et pour le LSD, les proportions sont respectivement de 63% et 23% (Tab. 2). D'autre part, si ces usagers utilisent plus fréquemment la voie injectable que les autres usagers, ils sont également plus nombreux à déclarer d'autres modes d'administration (sniff ou « fumette ») (Tab. 2).

**Tab. 2 : Mode de consommation et produits consommés au cours de la vie chez les usagers des structures de première ligne selon leur fréquentation de l'espace festif au cours de la vie\***

(en %)	A fréquenté les espaces festifs techno*	N'a pas fréquenté ces espaces
<b>A déjà utilisé...</b>		
la voie injectable	66	56
le sniff	84	56
la « fumette »	66	42
<b>A déjà consommé (au moins dix fois dans la vie)...</b>		
du cannabis	92	92
de l'héroïne	87	63
de la cocaïne / du crack	84	56
des amphétamines	60	19
de l'ecstasy	82	17
du LSD	63	23
de la kétamine	47	5
du Skénan®	60	34

\*A déjà été, au moins dix fois, dans des fêtes techno de type free party, teknival, rave, etc.

PRELUD Paris : Aides, Beaurepaire, Nova Dona, Ego/Step

### Ré-émergence des squats d'usagers de drogues dans le nord-est parisien

L'observation de terrain dans l'espace urbain ainsi que des témoignages de professionnels de santé et de fonctionnaires de police permettent de noter la ré-émergence en 2006 du phénomène des squats de grande ampleur, regroupant notamment des usagers de crack. Les occupants d'un de ces squats, aidés de structures de première ligne, s'efforceraient d'organiser la vie collective de ce lieu et d'y faire respecter un certain ordre, notamment en tentant de prévenir l'instauration de trafics et de la prostitution. Cette expérience de lieu de vie autogéré par des usagers de drogues et encadré par des structures, apparaît relativement novatrice dans sa forme.

## Usagers et modalités d'usages dans les espaces festifs

### Des cultures musicales et des logiques de consommations qui diffèrent

Les observations dans les espaces festifs permettent de dresser, schématiquement, quelques caractéristiques des consommations de produits qui peuvent être associées aux différentes cultures musicales.

Ainsi, les personnes fréquentant régulièrement le milieu hip hop déclarent principalement consommer du cannabis et des alcools forts. Dans le milieu reggae, le cannabis constitue un produit culturel de référence. La consommation d'alcool (bière) serait courante mais, la plupart du temps, ne viserait pas l'ébriété. Le milieu reggae serait celui où la perméabilité avec les autres milieux serait la plus importante. Dans le milieu rock, l'alcool, notamment la bière, serait le produit de référence, souvent associée à la « cuite ». La consommation de cannabis serait plus rare que dans d'autres milieux festifs. Dans le milieu techno, la consommation d'ecstasy et de cocaïne est plus systématique, associée à celle d'alcool et de cannabis, et une proportion importante des usagers interrogés fréquentant l'espace techno ont indiqué ne pas envisager de fêtes sans drogue.

### Les petites free parties : retour vers un « esprit underground »

En 2006, il a été noté un « retour » des free parties en Ile-de-France, appelées aussi « barbecue techno », qui avait quasiment disparu depuis 2002, année du décret fixant les conditions des « rassemblements exclusivement festifs à caractère musical ». Ces free parties seraient assez nombreuses puisque, certains week-ends, il y en aurait plusieurs dans la région. Le nombre de participants se situerait autour d'une centaine, voire parfois moins, et leur moyenne d'âge serait plus élevée qu'auparavant (entre 22 et 30 ans). De nombreux observateurs notent une féminisation importante du public. Si des associations de réduction des risques sont parfois invitées, leur présence, à travers un stand de prévention, n'est pas toujours souhaitée. Le risque de donner une visibilité à un événement clandestin est le principal argument. Il a aussi été rapporté par des observateurs que la présence d'une association à caractère médical pourrait inciter certains participants, parmi les plus jeunes, à se livrer à des consommations excessives, sous prétexte qu'il y aurait des secours en cas de problème.

## Les produits consommés à Paris dans l'espace urbain et les espaces festifs : principales évolutions observées en 2006

### Des consommations d'alcool : de plus en plus souvent orientées vers la recherche d'un effet de « défonce »

Depuis plusieurs années, les observateurs du dispositif TREND signalent un accroissement des consommations d'alcool dans l'espace urbain parmi les usagers désinés ainsi que dans les espaces festifs. En 2006, cette tendance se poursuit mais des évolutions semblent être notées dans les espaces festifs. Dans les clubs, discothèques, free parties, la recherche d'une forte et rapide ébriété liée à l'abus d'alcools forts (appelée parfois *binge drinking*), potentialisée par du cannabis, devient de plus en plus fréquente, notamment chez les plus jeunes. Les professionnels de santé réunis dans le cadre de TREND Paris ont également indiqué que de plus en plus de jeunes âgés de 18 à 25 ans recourent au système de soins en raison de problèmes dus à l'alcool.

### L'image relativement positive de « l'herbe » s'est nettement dégradée en 2006

Bien que globalement très disponible pour un produit illicite, le cannabis qui avait connu une période de pénurie à Paris en 2005 a vu sa disponibilité relativement fluctuante durant l'année 2006, avec des phases de pénurie, entrecoupées de périodes de disponibilité « habituelle ».

Mais le fait le plus marquant concernant le cannabis aura été la diffusion, en France et en Europe, d'herbe coupée avec du sable, du quartz alpha ou des microbilles de verre (échantillons analysés par l'OFDT/SINTES), conduisant la Direction générale de la santé, en mars 2007, à alerter sur les « risques sanitaires liés à une consommation d'herbe de cannabis coupée avec des microbilles de verre ». Le produit, fréquemment perçu par les usagers comme « naturel » et présentant peu de risques, susciterait désormais une certaine méfiance.

### **Baisse de l'image de l'ecstasy en cachet, hausse de l'intérêt pour l'ecstasy en poudre**

Si l'ecstasy reste un produit banalisé parmi les personnes fréquentant les espaces festifs, notamment ceux de musiques électroniques, l'engouement pour cette drogue, en particulier pour sa forme en cachet, semble, selon différents observateurs, en baisse, comparé aux années précédentes. De plus, bien que l'ecstasy soit toujours décrite par les observateurs comme étant « très disponible » dans les différents espaces festifs, il semblerait que sa disponibilité, sous forme de cachets, ait diminué en 2006, alors que celle de la poudre aurait été en augmentation. Cette tendance s'accompagne d'un accroissement probable de la consommation d'ecstasy en poudre (au détriment de celle en cachet) et d'une hausse de la visibilité de sa consommation en sniff.

### **Accroissement de la consommation de cocaïne et banalisation de son usage**

Selon différents observateurs, l'accroissement de la consommation de cocaïne se poursuivrait, tant parmi des usagers à faible pouvoir d'achat et en situation de précarité, que parmi des usagers socialement insérés. Quels que soient les espaces d'observation (urbain ou festif), la cocaïne est décrite comme de plus en plus disponible et accessible même aux non-initiés. La « démocratisation » et la « banalisation » de l'usage de la cocaïne constituent pour deux structures partenaires du dispositif TREND Paris l'un des événements marquants de l'année 2006.

### **Accroissement de la disponibilité d'héroïne dans certains lieux**

Alors qu'en 2005, toutes les observations parisiennes convergeaient pour indiquer un « retour de l'héroïne », le constat apparaît un peu plus contrasté en 2006. Le « retour de l'héroïne » suggéré par les fonctionnaires de police en 2004 et 2005, n'a pas été retrouvé, selon eux, en 2006 puisque seules des « saisies isolées » d'héroïne ont été réalisées par la Brigade des stupéfiants de Paris. En revanche, l'observation de terrain a souligné durant toute l'année 2006 une hausse de la disponibilité de l'héroïne dans le nord-est parisien. D'autres observateurs signalent également un accroissement de la diffusion de l'héroïne dans certains espaces festifs de type *underground* (free parties, teknivals).

### **Internationalisation des trafics de Subutex®**

En 2006, différents observateurs parisiens ainsi que les professionnels de santé et les fonctionnaires de police réunis dans le cadre du dispositif TREND ont souligné une augmentation significative du trafic de Subutex®, notamment dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement, et une visibilité croissante d'une organisation d'un trafic international de Subutex®. Ce trafic serait à destination de pays où la buprénorphine est nettement plus chère qu'en France (Géorgie, Russie, etc.). Les mises en examen répétées à Paris de médecins libéraux et de pharmaciens (en 2006 et 2007) témoignent de l'implication de professionnels de santé dans ces trafics de Subutex® (ainsi que de Skénan®).

### **Hausse probable de la disponibilité et de la consommation de Skénan®**

Comme cela a été souligné dans les rapports TREND Paris 2004 et 2005, la disponibilité de Skénan® dans le trafic est à la hausse et cette tendance semble se poursuivre en 2006, augmentant l'accessibilité au produit. L'enquête PRELUD à Paris montre que 18% des usagers interrogés des structures de première ligne ont consommé du Skénan® au cours du dernier mois. Celui-ci constitue le médicament détourné le plus largement consommé par voie injectable (96% des consommations de Skénan®), avec des dommages sanitaires majeurs (surdoses, problèmes veineux et infectieux, atteintes artérielles, abcès, etc.).

### **Hausse de la revente de méthadone**

Le « développement probable d'un marché parallèle de méthadone », signalé dans le rapport TREND Paris en 2005, semble être assez nettement confirmé en 2006, tant par l'observation de terrain dans l'espace urbain que par certaines structures participant au dispositif ou des professionnels de santé. D'après les témoignages, la revente illégale de méthadone se ferait aux abords des centres délivrant de la méthadone et permettrait aux usagers ne pouvant plus se voir délivrer de méthadone ce jour-là, ou aux usagers souhaitant un dosage de méthadone supérieur à celui prescrit, d'acquérir facilement de la méthadone. Il ne semble donc pas que la méthadone, en trafic de rue, soit acquise par des usagers non pris en charge médicalement pour un traitement par méthadone.

**Observatoire régional de santé d'Ile-de-France**  
21-23, RUE MIOLLIS 75732 PARIS CEDEX 15 - TÉL : 01 44 42 64 70 - FAX : 01 44 42 64 71  
e-mail : [ors-idf@ors-idf.org](mailto:ors-idf@ors-idf.org) - Site internet : [www.ors-idf.org](http://www.ors-idf.org)

L'ORS Ile-de-France est subventionné par l'Etat  
(la Préfecture de région d'Ile-de-France et la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales)  
et par le Conseil régional d'Ile-de-France.